



Bulletin de Liaison NSAE numéro 23 – novembre 2013

	page
Editorial	2
Assemblée générale de NSAE 18 et 19 janvier 2014	2
Le développement sans limites et la vie des peuples autochtones	3
Pourquoi les Eglises d'Asie ont-elles besoin des vents du changement ?	6
Appel pressant aux lecteurs de Parvis	8
Hors-série n°30 « Evangile et Société »	8
L'Europe assassine	9
Manuel, souviens-t-en	10
Pape François : « L'amour avant la morale »	12
Le pape François contre le Vatican	15
Fédération Européenne des Prêtres Mariés	20
Trois évêques émérites écrivent aux évêques brésiliens	21
La conscience image de Dieu	24
Commission « Précarité - exclusion » de NAE	26
Commission « NSAE et Evangile »	27
Mouvement International Nous sommes Eglise	28

Faire circuler l'information entre nous, entre nos collectifs et associations adhérentes, faire connaître ce que nous sommes et notre mouvance, nationale et internationale, sont des objectifs forts de NSAE. Des efforts sont développés en ce sens. Un gros investissement (humain et financier) est fait pour notre site internet qui vient d'être rénové et connaît un très bon taux fréquentation. Mais nous tenons aussi, parallèlement, à la circulation de documents papier. En témoigne l'importance que nous donnons à la publication régulière de ce bulletin de liaison : bien qu'il soit accessible sur le site et envoyé par courrier électronique à tous les adhérents qui ont une adresse électronique, il est aussi posté à tous, à la demande quasi unanime. Nous souhaitons aussi soutenir la revue « Réseaux des Parvis », dont la situation est un peu paradoxale : sa qualité est unanimement soulignée, mais elle n'a pas assez d'abonnés. NSAE lance une opération de parrainage (voir p. 8). Cela a un coût, que nous assumons, grâce à vos cotisations et à vos dons. Merci à tous pour votre fidélité. Et si vous n'avez pas encore réglé votre cotisation 2013, faites-le vite.

L'élection du pape François est un événement important, même si tous n'en font pas la même lecture. Nous publions ici un choix d'articles analysant ses positions, ses marges de manœuvre et ce que nous attendons de lui.

L'ouverture de notre mouvement international à l'Eglise d'Asie est un événement important que présente ici notre responsable international, Didier Vanhoutte. La découverte de cette Eglise jeune, vivante et à l'écoute, autonome, impliquée dans les problématiques sociales, environnementales et économiques, proche des pauvres et des minorités, met en lumière l'importance et l'urgence de la prise en compte de la diversité de l'Eglise dans les projets visant à sa réforme. Nous y reviendrons lors de l'Assemblée générale.

Place est aussi donnée à la vie de NSAE, à travers ses commissions, dont sont reproduits ici des comptes-rendus.

Lucienne Gouguenheim

Assemblée générale de NSAE : Eglise Universelle ou Diversifiée ? 18 et 19 janvier 2014 CISP RAVEL, 6 Avenue Maurice Ravel, 75012 Paris

Au programme :

- Opérations statutaires
- Projection du film « **Ma ville est un songe** », qui retrace la vie de Madeleine Delbrêl à Ivry-sur-Seine, suivie de débats en présence de la réalisatrice, Dominique Bertou.
- Table ronde et débats sur le thème « **Comment la rencontre du chemin de l'autre me fait progresser sur mon propre chemin ?** » Y participeront Jacqueline Kraepiel, corédactrice du fascicule « Evangile et société », Michel Dallaporta, auteur de « Un conscrit de la 58.2.B - Algérie : d'éclaboussures en éclats de vérité »(éd. Temps Présent, sous presse) et Didier Vanhoutte (rencontre « Chiang Mai 2013 »)
- Travail en ateliers
- En soirée, rencontre avec Fred Lucas, de l'association « **Les Amis de Sabeel-France** ».

N'oubliez pas de réserver votre chambre : reservation@cisp.fr ; Tél : 01 43 58 96 00

« Le développement sans limites et la vie des peuples autochtones sur fond de crise écologique en Asie »

Didier Vanhoutte a participé au nom d'IMWAC (International Movement We Are Church / Mouvement international Nous sommes Eglise) à la rencontre « Chiang Mai 2013 » tenue du 12 au 22 août 2013 en Thaïlande et organisée par l'Institut de Théologie Woori de Séoul. Le thème général de cette rencontre était « Le développement sans limites et la vie des peuples autochtones sur fond de crise écologique en Asie ». Elle impliquait deux entités associées : l'Académie de la Jeunesse asiatique (AYA – Asian Young Academy) et le Forum de Théologie asiatique (ATF – Asian Theology Forum). Les thèmes traités étaient les suivants : pour l'AYA « La jeunesse promotrice de paix, pour la vie des peuples autochtones en Asie face à la crise écologique » et pour l'ATF : « Les grandes spiritualités des peuples autochtones et le développement durable ». Vous trouverez ci-après de larges extraits du rapport fait par Didier à IMWAC, suivis de la traduction de l'intervention de Paul Hwang faite lors d'une session de l'AYA.

Rapporter sur un tel événement, d'un point de vue « occidental », ne peut se faire sans chercher à mettre sa culture de côté afin de comprendre ce dont on a été témoin, ou même ce dans quoi l'on a été impliqué. C'est ce que je vais tenter de faire. En même temps, je vais rester conscient de ce que j'ai essayé de transmettre des convictions partagées par tous les membres d'IMWAC aux catholiques rencontrés en Thaïlande, quelles que soient leurs origines nationales.

Lieu et les circonstances

Chiang Mai est une ville importante (population d'environ 1 million et demi). Elle est entourée par les autoroutes, et apparaît comme un mélange de cultures modernes et traditionnelles. Elle a une importance historique, et, même si elle est beaucoup plus petite, elle a aussi de nombreux temples et pagodes comme Bangkok - ce qui prouve l'importance du bouddhisme non seulement là, mais en Thaïlande dans son ensemble.

Le nombre de chrétiens (catholiques et protestants) est faible, et le diocèse de Chiang Mai a été créé il y a seulement quelques décennies, en raison de la présence dynamique des missionnaires. Comme en Inde, où la majorité des conversions se trouvent parmi les castes inférieures (Dalits), le mouvement missionnaire en Thaïlande, et probablement dans le reste de l'Asie, est très actif parmi les « peuples autochtones » (appelé dans la suite IP), ce qui montre à quel point l'attractivité indéniable de la foi chrétienne parmi la population locale ne peut pas être séparée de la profonde préoccupation du mouvement missionnaire pour ceux qui étaient à la base de la société qui les entoure, et aussi méprisés à cause de leurs convictions religieuses. Il a certainement à voir avec la justice sociale et culturelle.

Mais les participants aux différentes réunions auxquelles j'ai participé provenaient d'un certain nombre de pays asiatiques, et les différences entre eux sont certainement encore plus importantes que celles existant entre les citoyens européens au sens large. Pourtant, l'atmosphère et la compréhension qui ont prévalu entre eux étaient extrêmement chaleureuses. La réunion ATF, qui s'est déroulée en ville, était ouverte à un certain nombre de Thaïlandais, parmi lesquels de nombreuses sœurs, et les débats ont été d'un niveau élevé. La réunion AYA a eu lieu hors de la ville (3/ 4 d'heure). Les pays représentés étaient en Asie : Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Corée, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande ; en Europe : Belgique (Kenya), France, Espagne.

Paul Hwang, qui a organisé l'événement avec l'aide de Caritas Thaïlande et d'autres représentants remarquables de l'Église catholique locale, est un membre laïc de l'Église catholique de Corée ; il a été impliqué dans la création de WTI (Institut de Théologie Woori), il y a pas mal d'années, et il est très préoccupé par l'avenir du catholicisme chez les jeunes Asiatiques ; AYA (Académie de la jeunesse asiatique) a également été créée il y a quelques années. Il se trouve qu'elle a eu lieu à Chiang Mai cette année. AYA était accueillie au RTRC (Centre de recherche et de formation pour la communauté Religion-Culture) qui a été créé par et est toujours sous la responsabilité d'un prêtre thaïlandais remarquable, Fr. Niphot Thienvihan, avec qui j'ai eu l'occasion

d'avoir des échanges longs et approfondis sur la situation des peuples autochtones (lui-même était né Karen). Vous pouvez comprendre comment il est profondément préoccupé par le thème en lisant : « Développement sans limites et la vie des peuples autochtones sur fond de crise écologique en Asie ». Le thème en était encore plus clair pour convaincre les jeunes participants de se sentir directement concernés : « Promouvoir la paix de la jeunesse pour la vie de l'IP en Asie face à la crise écologique ».

En réalité, nous n'avons pas commencé par des discours et des présentations tout de suite, mais avec l'expérience directe de la vie des peuples autochtones dans 3 villages. Nous avons alors été répartis en 3 groupes différents qui ont passé 24 heures dans 3 villages différents, partageant les repas, les liturgies des villageois (dans leurs propres religions), échangeant avec eux sur leurs convictions et leur vie quotidienne. Ce fut une rencontre inoubliable. Inutile de le dire, il y a eu un échange le lendemain soir sur ce qui avait été vécu par les participants dans chaque village.

Le groupe dans lequel j'étais a eu la chance de rencontrer un Allemand, Günter Oppermann, un impressionnant ancien dirigeant à la retraite qui s'est totalement consacré à la vie d'une école de formation pour les jeunes garçons et filles nés parmi les IP. Sa vie est maintenant en Thaïlande, et il affirme qu'il est heureux de passer sa vie à aider ces jeunes, même s'il n'a pas d'abord reçu le soutien de la hiérarchie catholique. Mais il s'en moque...

Mais AYA n'a pas continué le lendemain, car nous nous sommes réunis en ville, au Centre de la mission catholique, en présence de l'évêque local, pour ATF (Forum de théologie asiatique), qui a duré deux jours, en grande partie sous la responsabilité de Caritas Thaïlande et de la Commission économique et sociale catholique du diocèse de Chiang Mai. Thème : « Grands Esprits des peuples autochtones et développement durable ». Nous avons eu quelques communications remarquables, les plus frappantes étant probablement celles délivrées par deux théologiens asiatiques, le Frère Felix Wilfried, d'Inde, et le Frère Jojo Fund, de Malaisie ; mais il s'agit d'un sentiment très personnel et il ne serait pas juste d'oublier le haut niveau général de l'ensemble des communications, en particulier celles du Père Edgar Javier et du Père Michael Amaldoss. Le lien entre le développement durable, le respect dû à la nature, la mise en avant des croyances religieuses liées à la nature, de l'injustice sociale et de l'engagement des chrétiens au côté des IP ont été toujours soulignés. Nous avons également eu la participation très impressionnante de M. Jonjandai, un bouddhiste thaïlandais à l'attitude très modeste, qui a expliqué pourquoi et comment il avait décidé de revenir à un style de vie très simple, en fonction strictement de ce que la nature peut offrir. Les jeunes participants asiatiques ont également proposé des exemples de la façon dont ils s'étaient engagés sur des problèmes similaires, là où ils vivent. J'ai pu aussi rencontrer certains des participants locaux et j'ai même eu une très brève conversation avec l'évêque local.

Les Peuples autochtones

Qui sont ces « IP » ? Certains parleraient de « tribus », terme qui pourrait être ressenti comme un peu péjoratif. Prenons le cas de la Thaïlande. Ils parlent des langues différentes (certainement pas le thaï), ils vivent dans les montagnes, ou simplement dans la campagne, leurs religions diffèrent du bouddhisme, et, ce qui est plus important, ils sont au bas de l'échelle sociale. Ils sont presque persécutés par l'État, puisqu'ils ne sont pas considérés comme des « Thais ». N'étant pas « citoyens », ils sont considérés comme des étrangers dans leur propre pays, ils ne reçoivent pas de certificat de mariage, par conséquent leurs enfants ne reçoivent pas de certificat de naissance (ils ne sont pas nés !) ; et n'ont pas la possibilité d'aller à l'école. Certains IP sont très importants en nombre, et sont dispersés dans différents pays, comme les Karens qui vivent soit en Thaïlande ou au Myanmar.

Leurs religions sont fondées sur l'idée qu'il y a un « Esprit » à l'origine de tout, et que l'Esprit est partout dans la nature, où il préserve la vie et aide les êtres humains à vivre et à faire face aux difficultés qu'ils rencontrent. Le transfert d'un grand nombre de leurs convictions à la foi chrétienne n'était pas extrêmement difficile dans le cas d'une « conversion ». La question clé, bien sûr, était l'obligation - ou non - de renoncer totalement à leurs traditions, ou de les « inculturer » dans leur nouvelle foi.

C'est une alternative majeure partout en Asie, car il y a des IP (persécutés ?) sur tout le continent, et ils représentent une partie importante de la population totale. Au cours de nos débats, nous avons pu avoir plusieurs présentations de rapports sur différents IP dans différentes parties de l'Asie : en Inde, au Bangladesh, en Malaisie, au Sri Lanka (!!!), même aux Philippines. D'autres ont découvert (leur conscience à cet égard n'étant pas totalement mise à jour), qu'il y avait des IP chez eux (en Chine, par exemple).

Mais on peut se demander si c'est seulement propre à l'Asie. Des approches similaires pourraient certainement être utilisées en Amérique du Nord et du Sud, en Australie, et bien évidemment en Afrique. Et que dire de l'Europe ? La culture européenne n'est-elle pas une culture locale comme n'importe quelle autre ? D'ailleurs, est-elle la même dans le nord et dans le sud de l'Europe ? Le centralisme qui prévaut dans l'Eglise catholique romaine n'est-il pas la quintessence de la culture occidentale ? Passer deux semaines loin de chez soi, parmi des personnes qui ont une autre façon de comprendre le monde, et par conséquent la foi chrétienne, contribue à remettre en question des réalités que l'on a pensé fixées pour toujours.

L'Evangile n'a pas été seulement une « révélation » pour les croyances des peuples autochtones, en les réconciliant avec un mouvement mondial dont la vocation est, en principe, d'accueillir toutes les cultures, mais il a aussi remis en question la façon dont ils ont été traités dans chaque pays dans lequel ils se trouvent vivre. La demande de justice sociale, souvent évoquée au cours de ces jours, est sans aucun doute une question clé.

Nous, qui appartenons au monde occidental, même si nous pensons à l'Amérique latine où il y a tant de pauvres gens, sommes habitués à une situation dans laquelle la culture dominante est la nôtre, la culture chrétienne. Mais sommes-nous si sûrs que cela va continuer longtemps ? Dans la plupart des pays asiatiques, les groupes catholiques et protestants sont des minorités. C'était intéressant, par exemple, de réaliser que lorsque Phra Mahar Dr. Boon Chuey Panyawachiro, vice-président de l'Université Chiang Mai bouddhiste, a prononcé une courte allocution au début de l'ATF, en face de l'évêque local, c'est lui qui représentait une majorité, et pas l'évêque. Les Eglises locales en Asie ont souvent développé des analyses, grâce à une théologie très originale et reconnue, dont je pense qu'elle est devant nous, et non pas derrière. Ils doivent être très créatifs, pour prendre l'Evangile au sérieux, c'est-à-dire être clairement du côté des pauvres, du côté de ceux qui souffrent de l'injustice à bien des égards. Les IP représentent une grande partie de ce type de population.

Bien sûr, nous avons des théologiens remarquables, mais rappelez-vous combien d'entre eux ont été suspendus. L'institution, il y a peu de temps (le nouveau pape agira-t-il différemment ?) ne semblait préoccupée qu'à préserver ses positions. D'autres initiatives semblent possibles en Asie, même si les autorités catholiques gardent un œil sur ce qui se fait là-bas. Et je peux vous dire que l'inventivité des catholiques asiatique est vraiment impressionnante. Ils n'attendent aucune suggestion d'en haut. Et, qui plus est, les pratiques interreligieuses et interculturelles ne sont pas une possibilité, une expérience à décider, elles sont une réalité. Ainsi naît l'importance des peuples autochtones, dont les religions enrichissent la foi chrétienne au lieu d'être une « difficulté ». Dans notre partie du monde, ce n'est qu'en Amérique latine que l'on rencontre des réalités similaires.

Une chose est très claire : nous avons jusqu'ici ignoré ces chrétiens, et la réponse est qu'ils n'ont pas besoin de nous. Ils existent d'une manière très dynamique. Ils explorent de nouvelles voies avec une grande détermination. Ils n'ont plus besoin des missionnaires d'autrefois, ils sont totalement adultes, et je ressens une grande admiration pour eux. Je pense qu'il serait tout à fait ridicule de souffrir du moindre complexe de supériorité. Nous avons besoin d'eux, nous avons besoin de leur coopération dans nos perspectives mondiales (gros mot...) . Je ne suis pas sûr que l'Occident ait totalement oublié la période coloniale. Je devrais dire « s'en soit remis ». Je peux vous dire qu'eux l'on fait. C'est magnifique !

25 Septembre 2013
Didier Vanhoutte

Pourquoi les Eglises d'Asie ont-elles besoin des vents du changement ? L'interface entre le catholicisme et l'animisme est un excellent exemple

Il m'arrive souvent de penser qu'il est difficile pour un laïc ayant une certaine expérience sociologique et théologique de travailler avec la hiérarchie de l'Eglise, en particulier en Asie. Sa structure et sa culture verticales et rigides rendent pratiquement impossible pour les laïcs d'être des partenaires égaux du clergé dans la plupart des pays asiatiques, en dépit du fait que le christianisme y est une infime minorité.

Mais le vent du changement souffle de plus en plus fort. Il ne serait pas logique de dire que c'est grâce au pape François, parce qu'il est lui-même membre du clergé. Je dirais plutôt que c'est à cause de l'Esprit, travaillant à la fois parmi les laïcs et le clergé. C'est lui qui fait souffler le vent, à un rythme certes lent mais régulier.

Permettez-moi de vous raconter l'histoire de Maria (ce n'est pas son vrai nom), une militante laïque de Sarawak en Malaisie orientale. Quand je l'ai invitée à l'un des forums théologiques et aux ateliers de formations pour les jeunes militants que j'ai organisés chaque année au cours de ces 10 dernières années, elle a dit aux autres participants de cette réunion : « C'est une expérience qui change la vie. » La raison en est que cet événement lui a permis de se définir comme « chrétienne » avec beaucoup plus de confiance.

Elle a été baptisée chrétienne et elle l'est toujours : une telle déclaration en public de sa part n'a donc rien de remarquable. C'était cependant particulier pour elle, parce qu'elle est la petite-fille d'un chaman dans son village. Personne ne lui avait dit auparavant que le catholicisme et la théologie pourraient englober le système de croyances traditionnel, animiste, de ses grands-parents.

Des théologiens et des savants ont débattu de cette question théologique sensible. Parmi eux, on peut distinguer particulièrement Thomas Berry ; il a même proposé le concept de « l'animisme chrétien » comme une interprétation créative des religions traditionnelles comme celle des grands-parents de Maria. Mais ceci se passe dans un monde savant, pas dans la vraie vie de quelqu'un comme Maria.

Avant de rencontrer un théologien au cours d'une réunion, elle n'avait personne pour l'aider à concilier sa foi actuelle avec la religion traditionnelle qui faisait partie de ses racines. Maria a grandi avec l'idée que la religion primitive est l'animisme, une croyance religieuse qui a encore de nombreux partisans dans les régions rurales de l'Asie. Les animistes croient que les entités physiques naturelles, y compris les animaux, les plantes et même les objets inanimés possèdent une essence spirituelle influente. Maria a aussi grandi avec l'idée que l'animisme et le christianisme sont irréductiblement incompatibles.

Naturellement, cela l'a conduite à se sentir découragée et coupable en raison de son respect pour ses aînés. Elle avait tenté sans succès de concilier les sens de sa « double appartenance ».

Lors de la conférence, cependant, elle a pris conscience de l'idée que les esprits animistes peuvent être considérés comme les divers visages d'un « Christ cosmique ». C'était la « bonne nouvelle qui change la vie » et qui a rendu Maria tellement heureuse qu'elle en dansait.

Mais Maria a peut-être eu de la chance, il y a beaucoup de travailleurs d'ONG chrétiennes de diverses traditions religieuses en Asie qui n'ont personne à qui demander ce genre d'aide.

À mon avis, ils ont un besoin urgent de renforcer leur identité chrétienne tout en conservant les cultures et religions traditionnelles locales, pour s'engager plus fortement dans leur travail. Mais ils ne reçoivent pas de l'Église le soutien dont ils ont besoin. Ils sont littéralement abandonnés.

Naturellement, toute institution religieuse soutiendra ses séminaristes et les préparera à la prêtrise. Mais en ce qui concerne la relation entre le christianisme et l'animisme, le niveau de formation des jeunes dirigeants laïcs se monte à zéro. Il n'existe pas non plus de reconnaissance des dures réalités auxquelles sont confrontés les militants d'ONG liées à l'Eglise en Asie.

Je vois cela comme un signe simple, clair que le clergé de l'Eglise n'est pas prêt à travailler avec les laïcs.

Les évêques locaux ont mis l'accent sur la « collégialité », l'un des grands trésors retrouvés du Concile Vatican II. Aujourd'hui, il est généralement considéré que c'est là tout ce qui concerne les évêques, leurs relations entre eux et leur autonomie. Malheureusement, on s'arrête souvent aux évêques et on ignore la situation d'ensemble, qui est le peuple de Dieu, comme une communion de communautés.

Comme le dit à juste titre le Pape François, l'Eglise n'est pas une ONG. Mais les travailleurs des ONG liées aux Eglises sont importants et il ne faut pas les négliger. Ils pourraient même être ceux qui font de l'Eglise un mouvement de pèlerinage vers le Royaume de Dieu.

Nous allons donc utiliser le vent du changement pour créer un esprit de solidarité entre les laïcs et le clergé. D'une façon modeste, mon programme théologique pour les jeunes montre comment les deux peuvent travailler ensemble. Je sens que le changement vient de l'intérieur. Mais à ce moment crucial, nous devons faire encore plus d'efforts.

La solidarité doit se manifester avec une participation accrue des laïcs dans la prise de décision à tous les niveaux de l'Eglise en Asie. Nous avons besoin de soutien systématique pour la formation des laïcs en général, et des jeunes leaders laïcs en particulier.

Je voudrais voir mis en place une institution ou un comité pour traiter de ces questions de manière concrète. Ce serait un pas de géant pour réaliser et rendre visible le vent de changement dans l'Eglise.

Dr Paul Hwang à Séoul
2 Septembre 2013

Déclaration de NSAE pour la rencontre d'IMWAC de Dublin (nov. 2013)

Réunis à Paris ce 28 septembre 2013, le conseil d'administration de NSAE :

→ Souhaite féliciter IMWAC d'avoir eu l'initiative du voyage de Didier Vanhoutte à la rencontre de Chiang Mai.

→ Avec cette rencontre nous découvrons une église :

→ Jeune

→ Vivante et à l'écoute

→ Autonome

→ Impliquée dans les problématiques sociales et environnementales et économiques.

→ Proches des pauvres et des minorités

→ Cela nous aide à changer notre regard sur notre Eglise,

→ A redécouvrir que la révélation n'est pas achevée et se poursuit dans le temps et la diversité.

→ Comme occidentaux, cela nous remet en question sur notre domination :

→ Economique

→ Théologique

→ Ecologique

Le conseil d'administration de NSAE juge fondamentale et urgente la prise en compte de la diversité de l'Eglise dans les projets visant à sa réforme. Dans cet esprit le thème de notre prochaine assemblée générale en janvier 2014 sera : Eglise universelle ou diversifiée ?

Enfin, NSAE formule son attachement à la poursuite d'un travail commun avec IMWAC.

Le conseil d'administration de NSAE souhaite à IMWAC une rencontre fructueuse et fraternelle.

Pour le CA : André Thireau, Président

Appel pressant aux lecteurs de Parvis ***L'avenir de la revue est entre vos mains !***

Amies et amis,

Nous tenons à vous remercier de votre fidélité et de l'intérêt que vous portez à notre revue Les Réseaux des Parvis.

Malheureusement, nous devons aujourd'hui vous faire part de nos sérieuses préoccupations sur l'avenir de la revue.

Depuis plusieurs années, le résultat financier de la coédition (Temps Présent-Parvis) est négatif et cela ne peut plus se prolonger sans mettre en danger l'avenir de notre revue.

Nos seules recettes sont les abonnements et quelques ventes au numéro.

Malgré tous nos efforts d'économies, nous avons à faire face à des augmentations continues des coûts d'impression et des tarifs postaux. À cela, il faut ajouter les coûts de promotion indispensables pour freiner l'érosion du nombre d'abonnés, et si possible renverser la tendance.

À la commission de coédition et au comité de rédaction, nous réfléchissons en permanence à des actions possibles.

La priorité est d'augmenter le nombre de nos lecteurs. Nous vous proposons une formule d'abonnement de parrainage à tarif réduit dont vous pourrez faire bénéficier un ou plusieurs de vos proches.

Adressez le nom et l'adresse de la personne que vous voulez abonner, avec un chèque de 20€ (à l'ordre de « Temps Présent Parvis »). Nous vous tiendrons au courant de la suite qui sera réservée à cet appel.

Merci d'avance d'accueillir favorablement cette démarche.

Claude Naud, président de Temps Présent
Jean-Pierre Schmitz, président de la fédération « Réseaux du Parvis »

A la suite de cet appel, le CA de NSAE, encouragé par les courriers reçus de plusieurs adhérents et un don particulièrement important de l'un d'entre eux, a décidé de financer des abonnements de parrainage : **il invite chaque collectif ou association adhérente de NSAE à envoyer le plus rapidement possible au siège de NSAE (68 rue de Babylone 75007 Paris) ou par courrier électronique (nsae@numericable.fr) les noms et adresses postales de 3 personnes non abonnées à la revue et qu'il souhaite faire bénéficier de cet abonnement.**

Hors-Série n°30 : « Evangile et société »

Ce fascicule, qui clôt la série des numéros hors-série, est centré sur le message évangélique - échappé des Eglises, accessible à tous sans intermédiaires, semence d'humanité dans le monde moderne (J. Gaillot) - et sur la force qu'il impulse en nous dans les combats pour un monde plus juste auxquels nous participons (illustrés par de nombreux témoignages concrets), en résonance avec le message central de Jésus qu'est le Royaume, déjà là et encore à construire (ECCO).

Le lire à travers les pauvres « qui nous évangélisent » (Gérard Warenghem), qui sont à la source de la théologie de la libération et de l'éthique qu'elle développe (François Houtart), en sachant d'où on le lit, d'où on l'interroge, et pourquoi, mais sans oublier que d'autres le lisent avec de tout autres perspectives (Gui Lauraire).

Redonner sens à l'héritage évangélique, en partant non d'un discours sur Dieu, mais d'une réflexion sur l'expérience humaine dans toutes ses dimensions, non plus des titres divins attribués à Jésus, mais de son message et sa pratique (Jacques Musset).

Ce numéro a été réalisé par le Groupe Evangile et Société – Parvis et coordonné par Lucienne Gouguenheim, Annie Gazon, Colette G. et Jacqueline Kraepiel. Commandez-le pour 8,85€ (frais de port inclus) à l'ordre de « Temps Présent Parvis » à : Temps Présent Parvis, 68 rue de Babylone, 75007 Paris.

L'Europe assassine

Le drame de Lampedusa n'est pas une fatalité. L'Union européenne doit sortir de sa logique sécuritaire et renouer avec les valeurs qu'elle prétend défendre.

Le nouveau naufrage dans lequel ont péri ou disparu, tout près de l'île de Lampedusa, au moins 300 personnes parmi les 500 passagers d'un bateau en provenance de Libye, n'est pas dû à la fatalité. En 2010, au même endroit, deux naufrages simultanés avaient provoqué près de 400 victimes. En 2009, 200 personnes se sont noyées au large de la Sicile. Pour les seuls six premiers mois de l'année 2011, le HCR estimait à 1 500 le nombre de boat people ayant trouvé la mort en tentant d'atteindre les rives de l'île de Malte ou de l'Italie. Depuis le milieu des années 90, la guerre menée par l'Europe contre les migrants a tué au moins 20 000 personnes en Méditerranée.

La guerre ? Comment nommer autrement la mise en place délibérée de dispositifs de contrôles frontaliers destinés, au nom de la lutte contre l'immigration irrégulière, à repousser celles et ceux que chassent de chez eux la misère et les persécutions ? Ces dispositifs ont pour nom Frontex, l'agence européenne des frontières, qui déploie depuis 2005 ses navires, ses hélicoptères, ses avions, ses radars, ses caméras thermiques et bientôt ses drones depuis le détroit de Gibraltar jusqu'aux îles grecques pour protéger l'Europe des « indésirables ». Ou encore Eurosur, un système coordonné de surveillance qui, depuis 2011, fait appel aux technologies de pointe pour militariser les frontières extérieures de l'Union européenne afin de limiter le nombre d'immigrants irréguliers qui y pénètrent. Comment nommer autrement la collaboration imposée par l'Europe aux pays de transit des migrants – Libye, Algérie, Tunisie, Maroc – afin qu'ils jouent le rôle de garde-chiourmes et les dissuadent de prendre la route du nord, au prix de rafles, arrestations, mauvais traitements, séquestrations ?

Plus spectaculaire que d'habitude par son ampleur, le nouveau naufrage de Lampedusa n'a pas manqué de susciter les larmes de crocodile rituellement versées par ceux-là même qui en sont responsables. A la journée de deuil national décrétée par l'Italie – pays dont les gouvernants, de droite comme de gauche, n'ont jamais renoncé à passer des accords migratoires avec leurs voisins proches – y compris lorsqu'il s'agissait des dictatures de Kadhafi et de Ben Ali – pour pouvoir y renvoyer les exilés, font écho les déclarations de la commissaire européenne aux affaires intérieures, qui appelle à accélérer la mise en place d'Eurosur, destiné selon elle à mieux surveiller en mer les bateaux de réfugiés. Où s'arrêtera l'hypocrisie ? Peu d'espaces maritimes sont, autant que la Méditerranée, dotés d'un maillage d'observation et de surveillance aussi étroit. Si le sauvetage était une priorité – comme le droit de la mer l'exige – déplorerait-on autant de naufrages entre la Libye et Lampedusa ?

Déjà sont désignés comme principaux responsables les passeurs, mafias et trafiquants d'êtres humains, comme si le sinistre négoce de ceux qui tirent profit du besoin impérieux qu'ont certains migrants de franchir à tout prix les frontières n'était pas rendu possible et encouragé par les politiques qui organisent leur verrouillage. Faut-il rappeler que si des Syriens en fuite tentent, au risque de leur vie, la traversée de la Méditerranée, c'est parce que les pays membres de l'UE refusent de leur délivrer les visas qui leur permettraient de venir légalement demander asile en Europe ?

On parle de pêcheurs qui, ayant vu le navire en perdition, auraient continué leur route sans porter secours à ses passagers, et des voix s'élèvent pour exiger qu'ils soient poursuivis et punis pour non-assistance à personne en danger. A-t-on oublié qu'en 2007, sept pêcheurs tunisiens accusés d'avoir « favorisé l'entrée irrégulière d'étrangers sur le sol italien » ont été poursuivis par la justice italienne, mis en prison et ont vu leur bateau placé sous séquestre parce qu'ils avaient porté secours à des migrants dont l'embarcation était en train de sombrer, les avaient pris à leur bord et convoyé jusqu'à Lampedusa ?

Non, le drame de Lampedusa n'est pas le fruit de la fatalité. Il n'est dû ni aux passeurs voraces, ni aux pêcheurs indifférents. Les morts de Lampedusa, comme ceux d'hier et de demain, sont les victimes d'une Europe enfermée jusqu'à l'aveuglement dans une logique sécuritaire, qui a renoncé aux valeurs qu'elle prétend défendre. Une Europe assassine.

La Cimade le 7 octobre 2013



Manuel, souviens-t-en...

Quand on est de gauche, on n'a pas la matraque en guise de cœur. C'est un Français d'origine manouche qui t'écrit et qui écrit au Français de fraîche date que tu es. C'est un fils de « brigadiste » qui se rappelle à toi. Souviens-t-en : « Celui qui n'a pas de mémoire n'a pas d'avenir. » Par Jean-Claude Lefort, Député honoraire, Fils de Manouche.

Manuel, tu as déclaré hier soir, sur BFMTV, que la situation était très différente pour toi, relativement à celle des Roms, car ta famille espagnole était venue en France pour fuir le franquisme. Tu as été naturalisé français en 1982. Franco est mort en 1975. Sept ans avant ta naturalisation. Quand tu es devenu français, il n'y avait donc plus de dictature en Espagne. Tu avais donc « vocation », selon tes mots, à retourner dans ton pays de naissance, en Espagne. Tu ne l'as pas fait et je comprends parfaitement, de même que je comprends totalement ton souhait de devenir français. Cela sans l'ombre d'un doute.

Tu avais « vocation » à retourner à Barcelone, en Espagne où tu es né, pour reprendre tes propos qui concernaient uniquement les Roms. Celui qui t'écrit, en ce moment, est un Français d'origine manouche par son père. Mon père, manouche et français, est allé en 1936 en Espagne pour combattre le franquisme, les armes à la main, dans les Brigades internationales. Pour la liberté de ton pays de naissance, et donc celle de ta famille. Il en est mort, Manuel. Des suites des blessures infligées par les franquistes sur le front de la Jarama, en 1937. Je ne te demande aucun remerciement, ni certainement pas la moindre compassion. Je la récuse par avance. Je suis honoré en vérité qu'il ait fait ce choix, quand bien même il a privé ma famille de sa présence alors que je n'avais que neuf ans et ma sœur, dix-huit.

La guerre mondiale est venue. Et les camps nazis se sont aussi ouverts aux Tziganes. Tu le sais. Mais un nombre énorme de Manouches, de Gitans et d'Espagnols se sont engagés dans la Résistance sur le sol français. Ton père aurait pu en être. Il en avait l'âge puisque il est né en 1923. Georges Séguy et d'autres sont entrés en résistance à seize ans. Je ne lui reproche aucunement de ne pas l'avoir fait, bien évidemment. Mais je te demande le respect absolu pour celles et ceux qui se sont engagés dans la Résistance contre le franquisme, puis ensuite contre le nazisme et le fascisme. Contre ceux qui avaient fait Guernica. Et pourtant, à te suivre, ils avaient « vocation » à retourner ou à rester dans leur pays d'origine, ces « étrangers, et nos frères pourtant »...

Manuel, « on » a accueilli la Roumanie et la Bulgarie dans l'Union européenne alors que ces pays ne respectaient pas, et ne respectent toujours pas, un des fondamentaux pour devenir ou être membre de l'Union européenne : le respect des minorités nationales. Sensible à cette question pour des raisons évidentes, je m'en étais fortement inquiété à l'époque. En tant que député, je suis allé à Bruxelles, auprès de la Commission, pour prouver et dire que ces pays ne respectaient pas cette clause fondamentale. On m'a souri au nez, figure-toi.

Et aujourd'hui, dans ces pays, la situation des Roms s'est encore aggravée. Pas améliorée, je dis bien « aggravée ». Et ils ont « vocation » à rester dans leurs pays ou à y revenir ? C'est donc, pour toi, une espèce humaine particulière qui pourrait, elle, supporter les brimades, les discriminations et les humiliations de toutes sortes ? Ces pays d'origine ne sont pas des dictatures, c'est certain. Mais ce ne sont pas des démocraties pleines et entières pour autant. Alors toi, l'Espagnol devenu français, tu ne comprends pas ? Fuir son pays, tu ne comprends pas ? Toi, tu ne comprends pas que personne n'a « vocation » à rester ou revenir dans son pays ? Sauf si tu es adepte de conceptions très spéciales, à savoir que ce qui vaudrait pour un Roumain ne vaudrait pas pour un Espagnol. Tu sais pourtant que le mot « race » va disparaître de nos lois. À juste titre, car il n'y a pas de races, juste une espèce humaine. Et les Roms en sont.

La fermeté doit s'exercer là où se trouvent les responsabilités. Pas sur de pauvres individus qui n'en peuvent plus. Savoir accueillir et savoir faire respecter nos lois ne sont pas deux concepts antagoniques. Mais quand on est de gauche, on n'a pas la matraque en guise de cœur. C'est un Français d'origine manouche qui t'écrit et qui écrit au Français de fraîche date que tu es. C'est un fils de « brigadiste » qui se rappelle à toi. Souviens-t-en : « Celui qui n'a pas de mémoire n'a pas d'avenir. »

Pour l'heure, Manuel, j'ai la nausée. Tes propos me font gerber, même pire. Nos pères auraient donc fait tout ça pour rien ou pour « ça » ? Ils sont morts pour la France, Manuel. Pour que vive la France. Inclus « ces étrangers, et nos frères pourtant ».

Jean-Claude Lefort - 1er octobre 2013

Source : <http://www.humanite.fr/m/politique/manuel-souviens-t-en-550018>

Dans le rétroprojecteur :

« Rapport des immigrations bretonnes dans la ville de Nantes »

*Quand les Bretons, poussés par la misère, arrivaient dans les villes de France, il y avait des gens pour les décrire comme la plaie, l'infestation, et autres doux adjectifs. Auguste Chérot, polytechnicien, présente le 25 avril 1851 un rapport dans lequel il décrit ceux qu'on appelle les bas Bretons (ceux des campagnes). En voici quelques extraits décrivant « ces **populations étrangères** à notre département **chez lesquelles la malpropreté la plus repoussante est une seconde nature et dont la morale est descendue à un niveau effrayant** ».*

« Lorsqu'ils parviennent à occuper des habitations qui ne sont pas, par elles-mêmes, dans des conditions d'insalubrité, **leurs habitudes d'une malpropreté hideuse sur la personne, les vêtements, dans toutes les fonctions usuelles de la vie, ne tardent pas à y créer une insalubrité grave.** »

« Chacun de leurs séjours **est une véritable infection des habitations** qui doit paralyser tous nos efforts [...] si l'on n'apporte **un remède énergique à ce fléau. Car c'est un véritable fléau, une plaie déplorable que la présence parmi nos populations de ces pauvres gens dont la dégradation morale égale la dégradation physique.** »

« **Ces hordes nomades sont une charge pesante pour les hôpitaux.** Elles entretiennent dans nos murs **le fléau de la mendicité** et rendent stériles les efforts et les sacrifices de l'administration pour le faire disparaître, ou bien, **elles sont une concurrence désastreuse à notre population ouvrière dans la recherche de travail.** Enfin, **elles démoralisent cette même population par l'incessant spectacle de la dégradation la plus infâme.** »

Pape François : « L'amour avant la morale et la discipline »

Dans une interview exclusive réservée aux journaux jésuites, le pape François fait une critique vigoureuse du conservatisme catholique.

C'est la première fois depuis le 13 mars, jour de son élection au siège de Pierre, que le pape s'exprime de façon aussi approfondie sur sa vision pour l'Eglise catholique. Interrogé par le jésuite Antonio Spadaro, directeur de la Civiltà Cattolica [1], il réaffirme sa vision d'une Eglise miséricordieuse, tournée vers ceux qui sont loin, à rebours de tout repli identitaire. Il explique ses choix personnels dans un texte très fort [2].

Balayant les rêves d'une réforme rapide de l'Eglise, il explique la nécessité du discernement, qui lui vient des jésuites : « Ce discernement requiert du temps. Nombreux sont ceux qui pensent que les changements et les réformes peuvent advenir dans un temps bref. Je crois au contraire qu'il y a toujours besoin de temps pour poser les bases d'un changement vrai et efficace. Ce temps est celui du discernement. Parfois au contraire le discernement demande de faire tout de suite ce que l'on pensait faire plus tard. C'est ce qui m'est arrivé ces derniers mois. Le discernement se réalise toujours en présence du Seigneur, en regardant les signes, en étant attentif à ce qui arrive, au ressenti des personnes, spécialement des pauvres ».

Humble, le pape revient sur lui-même et ses défauts. Il explique, comme il l'avait déjà fait, qu'il se trompe presque toujours lors de son premier jugement. Il explique aussi qu'il a fait de nombreuses erreurs à cause de son autoritarisme, du temps où il était provincial des jésuites et dévoile sa manière de fonctionner. « Quand je confie une tâche à une personne, je me fie totalement à cette personne. Elle doit vraiment faire une grosse erreur pour que je lui retire ma confiance. Cela étant, les gens se lassent de l'autoritarisme. Ma manière autoritaire et rapide de prendre des décisions m'a conduit à avoir de sérieux problèmes et à être accusé d'ultra-conservatisme. J'ai vécu un temps de profondes crises intérieures quand j'étais à Córdoba. Voilà, non, je n'ai certes pas été comme la Bienheureuse Imelda, mais je n'ai jamais été conservateur. C'est ma manière autoritaire de prendre les décisions qui a créé des problèmes. »

Sur la nécessité d'un travail de consultation avant de décider, le pape est très clair : « Ce n'est pas seulement une décision personnelle, mais le fruit de la volonté des cardinaux, ainsi qu'ils l'ont exprimée dans les Congrégations Générales avant le Conclave. Et je veux que ce soit une consultation réelle, et non pas formelle. » Il rappelle utilement que l'infaillibilité de l'Eglise catholique se conçoit à partir de ce que croit le peuple de Dieu, évoquant la « classe moyenne de la sainteté ». Pour François, l'Eglise est une maison familiale, « la maison de tous, pas une petite chapelle qui peut contenir seulement un petit groupe de personnes choisies. Nous ne devons pas réduire le sein de l'Eglise universelle à un nid protecteur de notre médiocrité ».

Le pape revient sur sa priorité d'une Eglise miséricordieuse : « Je vois avec clarté que la chose dont a le plus besoin l'Eglise aujourd'hui c'est la capacité de soigner les blessures et de réchauffer le cœur des fidèles, la proximité, la convivialité. Je vois l'Eglise comme un hôpital de campagne après une bataille. Il est inutile de demander à un blessé grave s'il a du cholestérol et un taux de sucre trop haut ! Nous devons soigner les blessures. Ensuite nous pourrons parler de tout le reste. Soigner les blessures, soigner les blessures... Et il faut commencer par le bas. »

Pour le pape, la conversion des clercs est une condition : « Les réformes structurelles ou organisationnelles sont secondaires, c'est-à-dire qu'elles viennent dans un deuxième temps. La première réforme doit être celle de la manière d'être. Les ministres de l'Evangile doivent être des personnes capables de réchauffer le cœur des personnes, de cheminer dans la nuit avec elles, de savoir dialoguer et aussi de descendre dans leur nuit, dans leur obscurité, sans se perdre. Le peuple de Dieu veut des pasteurs et pas des fonctionnaires ou des clercs d'Etat. » Revenant sur l'impératif de ne pas juger, le pape a rappelé l'importance de la confession : « le confessionnal n'est pas une chambre de torture ».

Puis le pape en vient à l'essentiel : l'Église catholique doit cesser d'être obsédée par la morale anthropologique : « Nous ne pouvons pas seulement prendre position sur les questions liées à l'avortement, au mariage homosexuel et à l'utilisation de méthodes contraceptives. Cela n'est pas possible. Je n'ai pas beaucoup parlé de ces choses, et on me l'a reproché. Mais lorsqu'on en parle, il faut en parler dans un contexte. La pensée de l'Église du reste nous la connaissons et je suis fils de l'Église, mais il n'est pas nécessaire d'en parler en permanence ».

Le pape insiste sur l'idée d'une hiérarchie des vérités, chère à la tradition catholique : « Les enseignements, tant dogmatiques que moraux, ne sont pas tous équivalents. Une pastorale missionnaire n'est pas obsédée par la transmission désarticulée d'une multitude de doctrines à imposer avec insistance. L'annonce de type missionnaire se concentre sur l'essentiel, sur le nécessaire, qui est aussi ce qui passionne et attire le plus, ce qui rend le cœur tout brûlant, comme l'eurent les disciples d'Emmaüs. Nous devons donc trouver un nouvel équilibre, autrement l'édifice moral de l'Église risque lui aussi de s'écrouler comme un château de cartes, de perdre la fraîcheur et le parfum de l'Évangile. L'annonce évangélique doit être plus simple, profonde, irradiante. C'est à partir de cette annonce que viennent ensuite les conséquences morales. »

Le pape se fait ici indirectement critique de ses prédécesseurs : « Mais l'annonce de l'amour salvifique de Dieu est premier par rapport à l'obligation morale et religieuse. Aujourd'hui il semble parfois que prévaut l'ordre inverse. (...) Le message évangélique ne peut être réduit à quelques-uns de ses aspects qui, bien qu'importants, ne manifestent pas à eux seuls le cœur de l'enseignement de Jésus. »

Le pape revient aussi de façon critique sur le rôle de censure de la Curie, et s'inquiète de la propension des catholiques à la délation : « Les dicastères romains sont au service du pape et des évêques: ils doivent aider soit les Églises particulières soit les conférences épiscopales. Ils sont des organismes d'aide. Dans certains cas, quand ils ne sont pas bien compris, ils courent le risque de devenir plutôt des organismes de censure. C'est impressionnant de voir les dénonciations pour manque d'orthodoxie qui arrivent à Rome. Je crois que ces cas doivent être étudiés par les conférences épiscopales locales, auxquelles Rome peut fournir une aide pertinente. De fait, ces cas se traitent mieux sur place. Les dicastères romains sont des médiateurs et non des intermédiaires ou des gestionnaires. »

Le pape revient aussi de manière critique sur le traditionalisme liturgique : « Il y a ensuite des questions particulières comme la liturgie selon le Vetus Ordo [l'"ancien rite", ou la forme extraordinaire de la liturgie - ndlr]. Je pense que le choix du pape Benoît fut prudentiel, lié à l'aide de personnes qui avaient cette sensibilité particulière. Ce qui est préoccupant, c'est le risque d'idéologisation du Vetus Ordo ou de son instrumentalisation ». D'une manière plus générale, il se montre aussi très critique envers les chrétiens trop sûrs de leurs certitudes, et ne doutant jamais. Insistant sur la dynamique de la foi, il refuse tout repli statique : « Si le chrétien est légaliste ou cherche la restauration, s'il veut que tout soit clair et sûr, alors il ne trouvera rien. La tradition et la mémoire du passé doivent nous aider à avoir le courage d'ouvrir de nouveaux espaces à Dieu. Celui qui aujourd'hui ne cherche que des solutions disciplinaires, qui tend de manière exagérée à la 'sûreté' doctrinale, qui cherche obstinément à récupérer le passé perdu, celui-là a une vision statique et non évolutive ».

Sans surprise, le pape insiste sur une foi incarnée, et qui se porte aux frontières : « Quand j'insiste sur la frontière, je me réfère à la nécessité pour l'homme de culture d'être inséré dans le contexte dans lequel il travaille et sur lequel il réfléchit. Il y a toujours en embuscade le danger de vivre dans un laboratoire. Notre foi n'est pas une foi-laboratoire mais une foi-chemin, une foi historique. Dieu s'est révélé comme histoire, non pas comme une collection de vérités abstraites. Je crains le laboratoire car, au laboratoire, on prend les problèmes et on les transporte chez soi pour les domestiquer, les vernir, en dehors de leur contexte. Il ne faut pas transporter chez soi la frontière mais vivre sur la frontière et être audacieux. »

De façon plus audacieuse encore, le pape défend l'idée d'une nécessaire évolution de l'Église sur certains points : « Il y a des normes et des préceptes secondaires de l'Église qui ont été efficaces en leur temps, mais qui, aujourd'hui, ont perdu leur valeur ou leur signification. Il est erroné de voir la doctrine de l'Église comme un monolithe qu'il faudrait défendre sans nuance. »

Pour le pape, le catholicisme doit se ressaisir : « L'Église a vécu des époques de génie, comme par exemple celle du thomisme. Mais elle a vécu aussi des périodes de décadence de la pensée. Par exemple : nous ne devons pas confondre le génie du thomisme avec le thomisme décadent. Pour ma part, j'ai malheureusement étudié la philosophie dans des manuels de thomisme décadent. Pour penser l'homme, l'Église devrait tendre au génie et non à la décadence ».

Jean Mercier – 19.09.13

Source : http://www.lavie.fr//religion/catholicisme/pape-francois-i-amour-avant-la-morale-et-la-discipline-19-09-2013-44254_16.php

Notes :

[1] : la revue jésuite italienne publie dans son dernier numéro (n° 3918 du 19 septembre), la version originale en italien de l'entretien ; accessible en ligne à : <http://www.laciviltacattolica.it/it/>

[2] http://www.revue-etudes.com/Religions/INEDIT_-_Un_entretien_avec_le_Pape_Francois./7497/15686

« L'Eglise doit réapprendre la grammaire de la simplicité ainsi que la vertu de l'humanité qui est l'ADN de Dieu ...) L'Eglise est peut-être trop éloignée des besoins (des gens) pour répondre à leurs inquiétudes, peut-être trop froide, peut-être trop autoréférentielle, peut-être prisonnière de ses langages rigides ?

Le monde semble avoir fait de l'Eglise comme une survivance du passé, insuffisante pour les questions nouvelles. Peut-être l'Eglise avait-elle des réponses pour l'enfance de l'homme mais non pour son âge adulte. »

Pape François aux évêques lors des JMJ de Rio



Le pape François contre le Vatican La bataille pour refonder l'Eglise

Il est naturel de juger un homme par la voiture qu'il conduit, ou dans laquelle il est conduit, surtout quand l'homme se trouve être le pape. Dans la soirée du 13 mars 2013, peu de temps après que le collège des cardinaux ait élu le deux cent soixante-cinquième successeur de saint Pierre, chef de 1,2 milliard de catholiques dans le monde, Jorge Mario Bergoglio a surpris les autorités de l'Eglise et la presse internationale en refusant la limousine prévue pour le pape et en retournant à son hôtel en bus. Depuis, il a troqué la Mercedes qui transportait son prédécesseur contre une marque et un modèle beaucoup moins fantaisie. La papamobile du pape Francis est une Ford Focus.

Les gestes ont continué. Le pape, qui a cherché son nom papal auprès de Saint François d'Assise, apôtre des opprimés, a exhorté ses admirateurs dans son Argentine natale à donner de l'argent aux pauvres au lieu de le dépenser pour un voyage destiné à venir présenter leurs hommages à Rome. Il a choisi de résider dans la modeste maison d'hôtes du Vatican plutôt qu'au Palais apostolique comparativement plus somptueux et indiqué clairement qu'il préfère porter ses bagages. Le Jeudi Saint, le pape François a lavé les pieds de deux femmes en détention, des mineures, dont l'une était musulmane, rompant avec la tradition qui limite le rituel aux hommes et surtout aux prêtres de l'entourage du Vatican.

Ces expressions de modestie et l'humilité ont été un choc pour de nombreux observateurs. D'octobre 1978, lorsque Karol Józef Wojtyła est devenu le pape Jean-Paul II, jusqu'en février dernier, lorsque son successeur, le pape Benoît XVI, a renoncé au trône, le monde était devenu habitué à un style de direction du Vatican très différent. Les deux derniers papes semblaient se réjouir de s'élever au-dessus des laïcs, avec des manifestations théâtrales de pompe pontificale. Tous les deux ont permis au cléricisme de s'épanouir, parfois (comme dans le cas des abus sexuels d'enfants par des prêtres et leur couverture par des fonctionnaires de rang supérieur) avec des conséquences horribles. Tous deux semblaient prendre plaisir à reprocher ses péchés (essentiellement sexuels) au monde occidental.

Les catholiques progressistes, démoralisés et marginalisés dans leur Eglise pour la majeure partie des 34 dernières années, ont répondu avec enthousiasme au changement de ton de François. Et leur enthousiasme s'est intensifié après la conférence de presse inopinée lors du vol de retour des festivités de la Journée mondiale de la Jeunesse à Rio de Janeiro, fin juillet. Répondant à une question au sujet de prêtres homosexuels, François a parlé de l'homosexualité dans un langage beaucoup moins de condamnation (« Qui suis-je pour juger ? ») que Jean-Paul ou Benoît auraient choisi de le faire.

Dans un billet de blog intitulé « Ce pape extraordinaire », Andrew Sullivan, un catholique gay au franc-parler, a exprimé les sentiments de beaucoup de membres de l'Église partageant les mêmes idées : « Ce qui est frappant pour moi, ce n'est pas ce qu'il a dit, mais comment il l'a dit : la douceur, l'humour, la transparence. Je me retrouve avec des larmes aux yeux quand je le regarde. J'ai vécu longtemps à attendre un pape qui parle comme ça », a écrit Sullivan. « Tout ce qu'il dit et fait est une décision implicite de rejet évident de ce qui est venu avant. » Cette conviction - que le pape est en train d'opérer une rupture radicale avec le passé - est rapidement devenue la vision conventionnelle. Même un analyste habituellement aussi sobre et sensible que John L. Allen Jr. du National Catholic Reporter est allé jusqu'à conclure que rien moins qu'un « révolution » est en cours au Vatican.

Ce n'est pas le cas. Le regain d'attention de François pour les pauvres est certainement bienvenu et précieux, et il y a des zones circonscrites dans lesquelles le Pape peut réaliser de véritables réformes. Mais quand les catholiques progressistes pointent le changement, ils veulent dire surtout qu'ils veulent voir l'Eglise mise en conformité avec l'éthique égalitaire du libéralisme moderne, y compris les droits des homosexuels, la liberté sexuelle, l'égalité des sexes. Et cela ne va tout simplement pas se produire. Espérer ou attendre le contraire, c'est mal interpréter ce

pape, mal interpréter l'héritage de ses prédécesseurs, et méconnaître la structure ossifiée de l'Eglise elle-même.

Tout pape qui voudrait changer radicalement l'Eglise catholique aurait à le faire à travers les processus et procédures de l'institution et c'est une institution apparemment conçue pour contrecarrer cette ambition. Considérez comme un contre-exemple le système politique américain. Les commentateurs notent souvent, à juste titre, la façon dont il est conçu pour contrecarrer la volonté des soi-disant réformateurs, avec de nombreux points de veto ; les représentants de différentes branches tirant leur soutien de différentes circonscriptions, souvent en conflits, etc. Pourtant, il est également vrai que quand un président américain entre en fonction, il a un pouvoir considérable pour façonner presque instantanément ses nombreux ministères et leurs priorités. Oui, chaque bureaucratie est composée de fonctionnaires de carrière qui demeurent d'une administration à l'autre. Mais le chef de la direction obtient de nommer les responsables, en les choisissant librement dans son parti et parmi les personnes alliées dans le secteur privé.

Un nouveau pape, en revanche, a relativement peu de liberté pour refaire le casting idéologique de la Curie romaine, tel que l'on connaît l'appareil administratif du Vatican. Bien que les cardinaux et archevêques qui dirigent les différentes congrégations, tribunaux, conseils, commissions, académies et autres bureaucraties qui composent la Curie démissionnent habituellement après la mort d'un pontife, les personnes nouvellement nommées pour les remplacer doivent être choisies uniquement dans les rangs existants des cardinaux et archevêques, qui tous auront été promus à leurs positions par ses prédécesseurs. En arrivant à la suite de 34 années du solide conservatisme théologique et doctrinal de Jean-Paul II et Benoît XVI, François a hérité d'une église dotée au plus haut niveau d'hommes qui s'opposent à tout changement. Imaginez un président démocrate nouvellement élu qui tenterait de faire avancer le pays dans une direction plus progressiste tout en étant obligé de choisir son cabinet et ses conseillers entièrement dans les rangs du Parti républicain, et vous commencez à avoir une idée des contraintes dans lesquelles il opère.

Mais supposons que François décide de poursuivre cependant un programme progressiste, et qu'il commence à tenter de lever l'interdiction de prêtres mariés. Dans un entretien qu'il a accordé en 2012, celui qui était alors le cardinal Bergoglio a indiqué qu'il était prêt à envisager de réformer le célibat obligatoire. « Il peut changer », a-t-il dit, car c'est une « question de discipline, pas de foi. » Ce qu'il voulait dire, c'est que la règle n'est ni un dogme ni une doctrine de l'Eglise. Et cependant il a clairement indiqué qu'il était en faveur du maintien de la pratique actuelle de l'Église « pour le moment » ; il l'a fait dans une déclaration utilisant tout le temps le langage conditionnel, tout en reconnaissant que le célibat a de nombreux « avantages et inconvénients » et en qualifiant d'« hypothétique » un processus futur de réforme.

Au-delà de ces remarques, il est possible d'esquisser comment François pourrait chercher à conduire l'Église vers l'autorisation du mariage des prêtres. La première étape serait pour lui de mettre en place une commission pontificale pour étudier la règle du célibat, son impact sur la vie et le travail du clergé, et surtout son rôle dans l'effondrement alarmant des ordinations sacerdotales dans le monde occidental. (Aux États-Unis, la population de prêtres a diminué, passant de 59.000 en 1975 à environ 39.000 l'année dernière, dont beaucoup approchant ou ayant dépassé l'âge de la retraite.) On peut supposer que la Commission tenterait également de s'appuyer sur le fait que l'Eglise a permis au membres du clergé anglican mariés de devenir prêtres quand ils se convertirent au catholicisme, une pratique qui a déjà produit de nombreux prêtres mariés dans les pays à travers le monde. Plus important encore, il pourrait identifier des bases historiques de la réforme. Le célibat des prêtres n'a pas été uniformément appliqué dans l'Église occidentale pendant plus de mille ans après le ministère de Jésus-Christ, et il n'a jamais pris racine dans l'orthodoxie orientale.

Ces justifications, ou quelque chose de très proche d'elles, devraient émaner de la commission et ensuite François lui-même devrait indiquer clairement et avec autorité que lui et les dicastères compétents sont en faveur du changement. (Ce que ni le pape, ni la Commission ne pourraient dire en public, c'est que permettre le mariage des prêtres ferait également du sacerdoce un re-

fuge moins attrayant pour des hommes sexuellement perturbés qui se retrouvent à molester des enfants.) Le pape aurait aussi probablement essayé de coopter un poignée d'éminents conservateurs pragmatiques, comme Timothy Dolan, archevêque de New York, John Onaiyekan, archevêque d'Abuja au Nigeria, ou Odilo Scherer, archevêque de São Paulo et les amener à coopérer.

Et pourtant, de nombreux représentants de l'Eglise refuseraient d'accepter des prêtres mariés. Pas tellement parce que les catholiques conservateurs sont particulièrement attachés au célibat ecclésiastique, mais en raison de leur suspicion généralisée envers tout changement. L'un des héritages du Concile Vatican II est un large consensus au sein de la hiérarchie de l'Eglise sur le fait que la rupture avec la tradition proposée ne peut être reçue que si elle peut être formulée comme approfondissant la continuité. D'abord formulé par John Henry Newman, en 1845, le concept est connu comme « le développement de la doctrine », et il signifie que tout changement doit réaffirmer l'immuabilité sous-jacente de l'Eglise. Les conservateurs se le sont appropriés au milieu des bouleversements de la fin des années 1960 et au début des années 1970, et il a servi de frein remarquablement efficace à l'innovation ou la réforme.

Mais même sur des questions qui ne sont pas du niveau de la doctrine, comme autoriser les prêtres à se marier, il y a chez beaucoup de membres de la hiérarchie la présomption vague qu'il faut résister au changement en tant que tel. Vatican II a convaincu ces conservateurs que les réformes doctrinalement justifiables inspirent des appels à d'autres toujours plus audacieuses. Ces mêmes conservateurs considèrent les pontificats de Jean-Paul II et Benoît XVI comme ayant imposé de nouveau l'autorité dont l'importance est cruciale dans une Église qui a été dangereusement proche de l'effondrement dans le chaos de la fin des années 60 et des années 70. Ils sont réticents à appuyer un changement assez audacieux pour risquer un retour à ces temps tumultueux.

Si l'autorisation du mariage des prêtres est peu probable, d'autres réformes progressistes sont pratiquement inconcevables. Pour beaucoup de fidèles dans le monde occidental, supprimer l'interdiction de l'utilisation du contrôle artificiel des naissances chez les couples mariés semble de simple bon sens ; si peu de catholiques américains dans la vingtaine et la trentaine suivent la règle que leur pourcentage tombe dans la marge d'erreur des sondages. Mais des laïcs ailleurs (notamment en Afrique et dans la propre Amérique latine du Pape, où, contrairement aux Etats-Unis et en Europe, l'Eglise est en croissance) sont plus en accord avec l'enseignement de l'Église sur cette question, ce qui renforce les conservateurs. Qui plus est, de l'avis des conservateurs, dont beaucoup ont été influencés par la mythologique « théologie du corps » de Jean-Paul II - tout enseignement sexuel de l'Eglise est aussi essentiel que tous les autres ; si on tire sur un fil, toute la tapisserie se défait. (Cela englobe bien l'enseignement sur les actes homosexuels, que le Catéchisme de l'Église catholique définit notoirement comme « intrinsèquement désordonnés » et « contraire à la loi naturelle. ») Enfin, il y a l'accueil, encore plus improbable des femmes à la prêtrise, parce qu'il remet en cause directement la doctrine ancestrale qui postule que les pouvoirs de l'ordination sont légués à l'Église par Dieu lui-même.

Pour le pape tenter de surmonter ces obstacles, serait risquer de déclencher une scission de la base sur deux fronts, celui des conservateurs opposés aux libéraux au sein de l'Occident et celui des pays du Sud, en général plus conservateurs, qui s'opposent au Nord jugé plus progressiste. Ce sont précisément ces fissures qui se sont ouvertes dans l'Église anglicane au cours des dernières années, quand elle s'est confrontée à un ensemble identique de questions liées à la guerre des cultures. Les catholiques progressistes peuvent argumenter pour déterminer si un tel schisme se révélerait finalement être une bonne ou une mauvaise chose pour leur institution. Mais personne ne doit s'attendre à ce qu'un pape le provoque délibérément.

Bien sûr, tout ce qui précède suppose que François veuille être l'agent affirmé d'un tel changement. La réalité est bien plus sombre que ses supporteurs progressistes semblent le croire. Le fait est que le Vatican n'a pas d'équivalent au « Washington outsider » (note de la traductrice : un candidat à la Maison Blanche hors des partis traditionnels). Pour parcourir tout le chemin vers le sommet de la hiérarchie de l'Eglise, surtout dans une époque dominée par des papes aussi

stricts que Jean-Paul et Benoît, un prêtre doit présenter plus qu'une tendance mineure au conformisme.

Et en effet, c'est précisément ce que montre la biographie de Bergoglio. Quand il a été choisi comme pape, les critiques ont mis le doigt sur sa compromission présumée avec la junte militaire en Argentine au cours de la « sale guerre » qui s'étendit de 1976 à 1983. Mais l'accusation la plus grave contre lui - qu'il a dénoncé deux prêtres aux tortionnaires de la Marine - n'a jamais été prouvée. Ce qui est clair, c'est qu'il a refusé de se prononcer publiquement contre le régime, alors même qu'il aurait travaillé dans les coulisses pour aider les gens à fuir la dictature. Des critiques comme le prix Nobel de la Paix Adolfo Pérez- Esquivel ont suggéré que, au cours d'une période sombre de l'histoire du pays, d'autres prêtres, moins célèbres, ont fait beaucoup plus pour défendre les droits de l'homme.

Le portrait qui se dégage est celui d'un homme dont le mélange de vertus et de vices ressemble un peu à celui du pape Pie XII, qui a discrètement sauvé des milliers de Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, mais a officiellement déclaré le Vatican neutre dans la bataille contre les crimes des nazis. Dans les moments critiques, tous les deux ont été des négociateurs plus que des leaders moraux, essayant d'aider les victimes de la tyrannie quand ils ont senti qu'ils pouvaient le faire en toute impunité, tout en continuant également à conduire les affaires avec les autorités en refusant de risquer leur bien-être personnel et celui de leurs institutions en procédant à des actes d'insurrection plus directs.

Quand Bergoglio aborde la politique de l'Eglise sur les questions sexuelles et de genre, ses positions n'ont pas contesté l'orthodoxie catholique et dans certains cas il l'a fermement défendue. En 2007, après que le gouvernement argentin ait accordé une dérogation pour permettre à une femme handicapée qui avait été violée de subir un avortement, il a dénoncé la décision en termes enflammés, affirmant que, « En Argentine, nous avons la peine de mort : un enfant conçu par le viol d'une femme souffrant de troubles mentaux ou attardée peut être condamné à mort. » En 2010, il a décrit un projet de loi visant à légaliser le mariage homosexuel dans le pays comme « le rejet total de la loi de Dieu gravée dans nos cœurs » et a prié pour que « Saint- Joseph, Marie et l'enfant nous soutiennent, nous défendent et nous accompagnent dans cette guerre de Dieu. » Puis, devant le tollé suscité par son opposition véhémente, il a atténué sa position, et suggéré que l'Eglise argentine pourrait être disposée à une législation de compromis qui permettrait de créer des unions civiles, sur lesquelles la doctrine catholique est heureusement silencieuse.

Contrairement à ses prédécesseurs, François est apparemment sincèrement attaché au dialogue, à la construction de ponts, à la conciliation et l'arbitrage des différends. Il lui semble important d'apparaître gai, tolérant et cosmopolite. Il a fait des déclarations respectueuses, ouvertes sur les membres et les croyances des autres églises chrétiennes, ainsi que sur les juifs, les musulmans, et même les athées. Mais dans tous les cas où François a tendu la main à ceux qui sont en désaccord avec lui, il l'a fait tout en indiquant qu'il s'agit de sentiments personnels, en dehors des fondements catholiques. Dans la même conférence de presse de l'avion, au cours de laquelle il a fait les manchettes des journaux pour ne pas avoir eu l'air d'accabler les prêtres homosexuels, il a répondu avec dédain à une question sur l'ordination des femmes, affirmant sans ambages : « La porte est fermée. »

Le seul domaine où François peut finir par répondre aux espoirs des réformateurs est sa volonté de nettoyer les éléments peu recommandables de la bureaucratie du Vatican, précisément parce que cela n'a rien à voir avec une volonté de renverser des éléments de la doctrine catholique que les progressistes trouvent tellement exaspérants, inadaptés au libéralisme moderne. La Curie romaine recrute ses membres permanents surtout en Italie, et en tant que corps, elle est devenue le reflet de la corruption et de l'inefficacité de la culture politique italienne. Indépendamment de leurs positions idéologiques, les cardinaux et archevêques (qui proviennent de partout dans le monde) sont en mesure de donner un coup de pouce pour purger ces pathologies.

C'est pourquoi ce nouveau pape, qui possède un bon sens politique, s'est positionné de façon plus agressive sur ce front que sur tout autre – exigeant la responsabilité de la part des bureaucrates du Vatican, nommant un grand nombre de laïcs (et non italiens) dans des commissions qu'il a habilitées à étudier la façon dont l'appareil administratif devrait être remanié. C'est exactement le genre d'étape de bonne gouvernance non-révolutionnaire que l'on pourrait attendre d'un pontife finalement non conflictuel.

Les catholiques progressistes semblent alors devoir être face à une révolution du discours papal. En politique, les élus qui déploient un langage idéaliste finissent souvent par semer la désillusion, provoquer la critique d'hypocrisie, de malhonnêteté et de cynisme, quand, face aux réalités impioyables de la vie politique, ils ne parviennent pas à faire correspondre des actes à leurs paroles exaltées. (C'est quelque chose que les libéraux américains ont passé leur temps à dénoncer depuis l'élection de Barack Obama en 2008.)

Mais là où l'Eglise est concernée, la rhétorique a une réalité qui lui est propre. L'Eglise a été portée à l'existence, après tout, par un rabbi itinérant dont les paroles ont converti une civilisation à une foi nouvelle et radicale. A notre époque, les dénonciations sévères de déviance doctrinale favorisée par Jean-Paul II et Benoît XVI ont conduit de nombreux progressistes loin de l'Eglise catholique, et leur exode a affaibli l'Eglise à son tour. Les mots de bienvenue de François et ses mains ouvertes ont détourné l'image de la papauté de la décadence sexuelle vers la détresse des pauvres, et si cela convainc les progressistes de rentrer au bercail, il aura fait une très bonne chose pour son Église. Si ses paroles aident également à mettre fin à l'envoi du gros des catholiques pratiquants dans les bras avides du Parti républicain, il aura fait aussi une bonne chose pour la politique américaine.

Même si les gestes de François font les gros titres, l'Église ne pense pas en termes de cycles d'actualités ou de cycles électoraux, mais plutôt en termes de siècles. Un nouveau pape nomme les évêques, les archevêques et les cardinaux qui vont régir l'Eglise de l'avenir et élire à leur tour le prochain pape, qui fera ensuite ses propres nominations, et ainsi de suite, à travers les décennies. Il peut sembler fou aux catholiques progressistes de devoir probablement attendre encore 100 ans pour que leur Eglise déclare que l'utilisation du préservatif est moralement licite ou qu'elle permette à une femme de célébrer la messe. Mais quelque chose doit mettre en route les roues du mouvement pour le changement, et ce pourrait bien être pour cela que la réforme modeste, mais vitale du pape François finira par être retenue dans les mémoires.

Damon Linker

Article publié le 18 août 2013 dans New Republic - Traduit par Lucienne Gouguenheim
(source : <http://www.newrepublic.com/node/114333/>)

« Les maux qui, au fil du temps, ont touché les institutions religieuses ont leurs racines dans l'auto-référence, une sorte de narcissisme théologique. L'Eglise, quand elle est auto-référente, donne naissance à ce mal si grave qu'est la mondanité spirituelle. L'Eglise évangélisatrice sort d'elle-même; l'Eglise mondaine vit en elle-même, d'elle-même et pour elle-même. »

Pape François le 26 03 2013 au diocèse de Rome.



Communiqué de Presse de la Fédération Européenne des Prêtres Mariés

Une petite phrase de l'archevêque Pietro Parolin, nouveau secrétaire d'Etat du Vatican, a provoqué ces derniers jours un émoi médiatique et une quantité de commentaires auxquels nous ne nous attendions pas... : « *Non, le célibat des prêtres n'est pas un dogme de l'Église et il peut être discuté parce que c'est une tradition ecclésiastique.* »

Dans tous les pays, de nombreux prêtres mariés ont été immédiatement et abondamment sollicités par les médias. Au nom des groupes de prêtres mariés qui composent la Fédération Européenne, nous tenons à exprimer les réactions suivantes.

1. Nous sommes évidemment heureux de la déclaration de l'archevêque Parolin. Nous le remercions d'officialiser, en quelque sorte, l'ouverture d'un débat qui existe depuis longtemps à la base, mais qui était systématiquement refusé au niveau des autorités de l'Église catholique. Nous supposons aussi que ces déclarations récentes de l'archevêque représentent la position du pape lui-même.

2. Il y aurait beaucoup à dire concernant l'opportunité de la réouverture de ce débat : la gestion des ministères par l'Église catholique manifeste clairement de nombreuses incohérences depuis des dizaines d'années, tant en ce qui concerne le retour à l'état laïc des prêtres qui se marient, que les abus sexuels impunis de tant de membres du clergé, et aussi l'accueil de prêtres mariés transfuges, anglicans ou protestants, à qui l'on a offert cette « prime à la conversion ». Il est grand temps de remettre à plat toutes ces questions, sans oublier celle de l'accès des femmes à l'ordination.

3. Nous sommes bien convaincus que la levée de l'obligation du célibat pour les prêtres ne sera pas « la » solution à la pénurie de prêtres ordonnés, mais qu'elle constitue un préalable pour poser une question plus fondamentale, celle du rôle du prêtre dans la communauté qu'il est chargé d'animer et celle de son statut par rapport à elle. Nous avons travaillé cette question en réunion européenne et nous avons exprimé nos convictions actuelles dans un document (en anglais, espagnol, français et italien) qu'on trouvera sur le site : www.pretresmaries.eu/fr/Publications.html#450.

4. Notre engagement au service de l'Église, nous l'avons généralement vécu comme une grâce, dans la joie et sans arrière-pensée d'ambition ou de pouvoir ; beaucoup d'entre nous continuent de vivre d'authentiques engagements « ministériels » dans des communautés locales et dans la société, même si cela n'est plus accepté comme un ministère « presbytéral ». Nous pensons que notre expérience mériterait d'être reconnue et nous comprendrions mal qu'un débat soit ouvert sur cette question sans que nous puissions y prendre part de manière officielle.

Nous attendons donc avec intérêt et avec une réelle confiance la réouverture de ce débat que nos évêques avaient été forcés d'abandonner lors d'un mémorable synode en 1971... Et nous comptons sur nos évêques d'aujourd'hui pour faire valoir notre invitation et notre disponibilité pour le dialogue.

Le 17 septembre 2013

Pierre Collet, Belgique, président, Ramón Alario, Espagne, secrétaire,, Claude Bertin, France, Ennio Bolognese, Autriche, Paul Bourgeois, Belgique, Franco Brescia, Italie, Marcel Brilliant, France, Jean Combe, France, Bernard Corbineau, France, Philippe Duchesne, France, Wilhelm Gatzert, Allemagne, Yves Grelet, France, Mike Hyland, Grande-Bretagne, Lorenzo Maestri, Italie, Giovanni Monteasi, Italie, Joe Mulrooney, Grande-Bretagne, Donat Oberson, Suisse, Julio Pinillos, Espagne, Damian Sassin, Allemagne, Claus Schiffgen, Allemagne, Alex Walker, Grande-Bretagne, ainsi que leurs épouses.

Trois évêques émérites écrivent aux évêques du Brésil

Dom José Maria Pires, archevêque émérite de Paraíba, Dom Thomas Balduino, évêque émérite de Goiás, Dom Pedro Casaldáliga, évêque émérite de São Félix do Araguaia ont adressé le 15 août 2013, la lettre ci-après aux évêques du Brésil

Chers Frères dans l'épiscopat,

Nous sommes trois évêques émérites qui, selon l'enseignement du Concile Vatican II, même si nous ne sommes plus pasteurs d'une Église locale, faisons toujours partie du Collège épiscopal et, en union avec le Pape, nous nous sentons responsables de la communion universelle de l'Église catholique.

L'élection du pape François comme pasteur de l'Église nous a fait très plaisir à cause de ses messages de renouveau et de conversion, ainsi que ses appels répétés à une plus grande simplicité évangélique et à un plus grand zèle d'amour pastoral pour toute l'Église. Nous a également touchés sa récente visite au Brésil, en particulier ses messages aux jeunes et aux évêques. Cela nous a même remis en mémoire l'historique Pacte des Catacombes.

Est-ce que nous nous rendons compte, nous évêques, de ce que signifie théologiquement ce nouvel horizon ecclésial ? Au Brésil, dans une interview, le Pape a rappelé la célèbre maxime médiévale : « Ecclesia semper renovanda ».

C'est en réfléchissant à notre responsabilité en tant qu'évêques de l'Église catholique que nous nous permettons ce geste de confiance, celui de vous écrire ces réflexions, avec une demande fraternelle de pouvoir poursuivre davantage le dialogue à ce sujet.

1. La théologie de Vatican II sur le ministère épiscopal

Le Décret *Christus Dominus* consacre son 2^e chapitre à la relation entre l'évêque et l'Église particulière. Chaque diocèse est présenté comme une « partie du Peuple de Dieu » (et plus seulement un territoire) et on y affirme que dans chaque Église locale « est véritablement présente et agissante l'Église du Christ, une, sainte, catholique et apostolique » (CD 11), parce que chaque Église locale n'est pas seulement un morceau de l'Église ou une filiale du Vatican, mais est vraiment l'Église du Christ, et c'est ainsi que la désigne le Nouveau Testament (LG 22). « Chaque Église locale, réunie par l'Esprit Saint au moyen de l'Évangile, a sa propre cohérence dans le service de la charité, c'est-à-dire dans la mission de transformer le monde et de témoigner du Royaume de Dieu. Cette mission est exprimée dans l'Eucharistie et les sacrements. Cela est vécu en communion avec son pasteur, l'évêque ».

Cette théologie situe l'évêque non pas au-dessus ou en dehors de son Église, mais comme chrétien inséré dans le troupeau et avec un ministère de service à ses frères sœurs. C'est à partir de cette insertion que chaque évêque – local ou émérite – ainsi que ses auxiliaires et ceux qui travaillent dans des fonctions pastorales sans diocèses, tous en tant que porteurs du don reçu de Dieu à l'ordination sont membres du Collège Épiscopal et responsables de la catholicité de l'Église.

2. La synodalité nécessaire au XXI^e siècle

L'organisation de la papauté comme structure monarchique centralisée a été instituée à partir du pontificat de Grégoire VII, en 1078. Au cours du premier millénaire du christianisme, la primauté de l'évêque de Rome était organisée de manière plus collégiale et l'Église tout entière était plus synodale.

Le Concile Vatican II a orienté l'Église vers la compréhension de l'épiscopat comme un ministère collégial. Cette innovation a rencontré au Concile l'opposition d'une minorité dissidente. Le sujet, en fait, n'était pas assez bien ficelé. En outre, le Code de droit canonique, de 1983 et les documents émanant du Vatican par la suite, n'ont pas donné la priorité à la collégialité, mais ont restreint sa compréhension et créé des obstacles à son exercice. Ce fut en faveur de la centralisation et de la montée en puissance de la Curie romaine, au détriment des conférences nationales

et continentales et du Synode des Évêques lui-même, celui-ci de caractère seulement consultatif et non délibératif, de sorte que de tels organismes possèdent, avec l'évêque de Rome, le pouvoir suprême et plénier sur toute l'Église.

Aujourd'hui, le pape François semble vouloir rendre une organisation plus synodale et une communion collégiale aux structures de l'Église catholique et à chacun de nos diocèses. Dans cette perspective, il a créé une commission de cardinaux de tous les continents pour étudier une éventuelle réforme de la Curie romaine. Toutefois, pour parvenir à des mesures concrètes et efficaces sur ce chemin – ce qui est en train de se faire – il a besoin de notre participation active et consciente. Nous devrions faire cela comme un moyen de comprendre la fonction particulière des évêques, non pas comme de simples conseillers et assistants du pape qui viennent l'aider dans la mesure où il le demande ou le désire, mais en tant que pasteurs, chargés avec le pape de prendre soin de la communion universelle et du souci de toutes les Églises.

3. Le cinquantième anniversaire du Concile

En ce moment historique qui coïncide également avec le cinquantième anniversaire du Concile Vatican II, la première contribution que nous pouvons apporter à l'Église est d'assumer notre mission de pasteurs qui exercent la prêtrise du Nouveau Testament, non pas comme des prêtres de l'ancienne loi, mais bien comme des prophètes. Cela nous oblige à collaborer efficacement avec l'évêque de Rome, exprimant avec plus de liberté et d'autonomie notre opinion sur des questions qui demandent une révision pastorale et théologique. Si les évêques du monde entier exerçaient avec plus de liberté et de responsabilité fraternelles le devoir de dialogue et donnaient leur opinion plus librement sur différents sujets, certainement se briseraient certains tabous et l'Église réussirait à reprendre le dialogue avec l'humanité, que le Pape Jean XXIII a commencé et que le Pape François envisage.

C'est donc le moment d'assumer le Concile Vatican II et de le mettre à jour, de surmonter une fois pour toutes la tentation de chrétienté, de vivre à l'intérieur d'une Église pluraliste et pauvre, qui fasse l'option pour les pauvres, pour une ecclésiologie de participation, de libération, de diaconie, de prophétie, de martyre... Une Église explicitement œcuménique, de foi et de politique, d'intégration de notre Amérique, en revendiquant tous les droits des femmes, en dépassant à ce sujet les fermetures découlant d'une ecclésiologie erronée.

A la fin du Concile, quelques évêques – dont beaucoup du Brésil – ont célébré le Pacte des Catacombes à Sainte-Domitille. Environ 500 évêques les ont suivis dans cet engagement à la conversion personnelle radicale et profonde. C'est ainsi qu'a été inaugurée la réception courageuse et prophétique du Concile.

Aujourd'hui, beaucoup de gens dans différentes parties du monde pensent à un nouveau Pacte des Catacombes. Par conséquent, désireux de contribuer à votre réflexion ecclésiale, nous vous envoyons ci-joint le texte original du premier Pacte.

Le cléralisme dénoncé par le pape François est en train de séquestrer la centralité du peuple de Dieu dans la compréhension d'une Église dont les membres, par le baptême, sont élevés à la dignité de « prêtres, prophètes et rois. » Le même cléralisme a mis en veilleuse le rôle ecclésial des laïcs, hommes et femmes, faisant en sorte que le sacrement de l'ordre se substitue au sacrement du baptême et à l'égalité radicale de tous les baptisés et baptisées dans le Christ.

En outre, dans un contexte mondial où la majorité des catholiques se trouve dans les pays du Sud (Amérique latine et Afrique), il devient important de donner à l'Église d'autres visages au-delà de ceux habituellement exprimés dans la culture occidentale. Dans notre pays, nous devons être libres de désoccidentaliser le langage de la foi et de la liturgie latine, non pour créer une autre Église, mais pour enrichir la catholicité ecclésiale.

Enfin, ce qui est en jeu c'est notre dialogue avec le monde. Ce qui est en question c'est l'image de Dieu que nous donnons au monde et dont nous témoignons par notre façon d'être, par le langage de nos célébrations et la forme que prend notre ministère pastoral. C'est ce point qui doit le plus nous préoccuper et exiger notre attention.

Dans la Bible, pour le peuple d'Israël, « retourner au premier amour » signifiait retourner à la mystique et à la spiritualité de l'Exode. Pour nos Églises en Amérique latine, « revenir à notre premier amour » c'est revenir à la mystique du Règne de Dieu en marchant ensemble avec les pauvres et au service de leur libération. Dans nos diocèses, les pastorales sociales ne peuvent être de simples appendices de l'organisation ecclésiale ou des expressions mineures de notre soin pastoral. Au contraire, c'est ce qui nous constitue comme Église, assemblée réunie par l'Esprit pour témoigner que le Royaume est en train de venir et que de fait nous prions et désirons « que ton Règne vienne »!

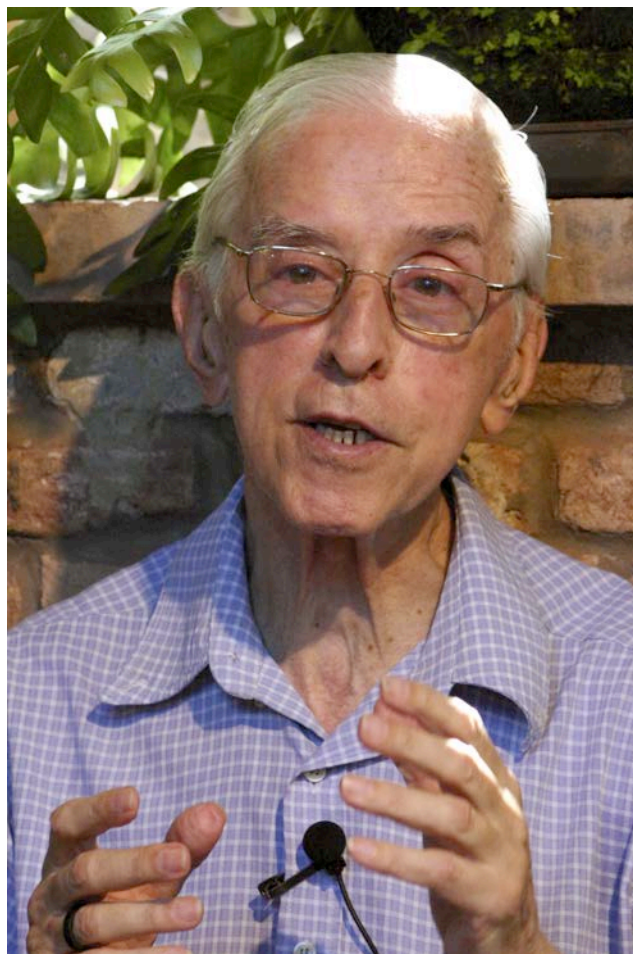
Cette heure est, sans doute, surtout pour nous les évêques, de toute urgence, le temps de l'action. Le Pape François en s'adressant aux jeunes lors de la Journée Mondiale de la Jeunesse et en soutenant leurs mobilisations, s'est exprimé ainsi : « Je veux que l'Église sorte dans les rues. » Cela fait écho aux paroles enthousiastes de l'apôtre Paul aux Romains : « Il est temps de se réveiller, c'est le moment de revêtir l'armure de lumière » (13,11-12). Qu'ainsi soit notre mystique et notre amour le plus profond.

Nous vous embrassons fraternellement.

Dom José Maria Pires, archevêque émérite de Paraíba.
Dom Tomás Balduino, évêque émérite de Goiás.
Dom Pedro Casaldáliga, évêque émérite de São Félix do Araguaia.

Traduction de Jean-Louis Robaux et Pierre Collet

Dom Pedro Casaldáliga



« C'est la conscience qui est la marque de l'image de Dieu »

Il m'arrive de lire les commentaires [des lecteurs] sur le National Catholic Reporter¹. C'est un entraînement à la déprime envoûtant dans sa manière de faire grimper la tension artérielle au plus haut.

Un commentateur récent, un gnome néoconservateur, déclamaient des injures contre la calamité de la LCWR² (sans jamais donner corps à ses allégations) seulement fondées, semble-t-il, sur le fait que le Magistère n'aimait pas [les religieuses] et cela lui suffisait. Il avait l'assurance d'être dans le vrai et le juste parce qu'il alignait toujours son opinion sur celle de la hiérarchie catholique. Toute déviation, toute interrogation sur la position du Magistère était péché d'auto-idolâtrie et d'arrogance, et c'était son devoir de révéler cette vérité au pécheur, à l'ignorant. Le grotesque de sa déclaration arrogante lui échappait totalement. Pour quelqu'un qui pouvait citer les encycliques et le droit canon, il semblait dramatiquement dépourvu d'une formation de base de théologie catholique.

Même en remontant aux débuts de la théologie chrétienne, alors que la théologie systématique en était à un stade infantile, si bien que fœtal, la primauté de la conscience et la nécessité du questionnement étaient reconnues. L'Église primitive s'adonnait à l'organisation d'importants conciles ; Nicée, Chaldée, Alexandrie, tous ces conciles se tinrent pour décider exactement de ce qui était ou n'était pas orthodoxie, de ce qui était ou n'était pas hérésie. Et ils le firent par le questionnement, la discussion et le débat. Augustin avait sa « compréhension en quête de foi » qui s'exprimait dans la forme dialectique de son écriture. Plus tard, Thomas d'Aquin et Kant ont parlé de la primauté de la conscience individuelle, et du besoin pour les Chrétiens de débattre de façon critique avec leur foi, ne serait-ce que pour s'assurer qu'ils ne sont pas trompés ou tentés par le Démon.

Les Catholiques qui se voient toujours dans le droit chemin tant qu'ils s'alignent sur les déclarations du Vatican commettent un bien plus grand péché que l'auto-idolâtrie. En niant la primauté de leur propre conscience, ils nient la part d'eux-mêmes qui porte l'image de Dieu, et alors ils sont coupables de self-décide. Quand ils annihilent la conscience au profit du conformisme, quand ils exigent que l'uniformité soit au-dessus de l'unité qui provient du dialogue libre et ouvert, ils attaquent ce qu'il y a de plus unique et le plus beau dans l'humanité : l'autonomie de notre conscience par la réflexion et l'expression. Ils attaquent le don même que Dieu nous fit qui nous mit au-dessus des anges : le libre arbitre. Ils nient le Dieu de la Révélation, qui continue à parler par l'Esprit Saint ; le Dieu qui nous révèle toujours plus qui est Dieu. Ils nient le Dieu de l'histoire du Salut, qui peut continuer à travailler au creux de l'histoire aujourd'hui pour s'attaquer à des fautes sociales et à des injustices anciennes et douloureuses.

Ces néoconservateurs sont prisonniers de leur propre manque de conscience. L'entière perception d'eux-mêmes comme justes et bons s'affirme dans l'opinion d'autres, et dans leur propre aptitude à s'aligner sur elle. Ils sont inexistantes ; ce sont des vampires qui ne produisent aucune réflexion et dont l'identité s'évanouirait au cas où le Magistère se livrerait à l'une de ses rares et spectaculaires volte-face. Ils se sont créés sur les sables mouvants de l'institution humaine et ils en sont arrivés à croire, en passant par le révisionnisme historique et la malhonnêteté académique, qu'ils étaient établis sur un roc éternel de vérité permanente. Le seul fondement éternel auquel l'humanité ait accès, c'est sa conscience. C'est la conscience qui est la marque de l'image de Dieu, et donc c'est la conscience, et la conscience seule, qui est vérité éternelle et absolue.

Le refus de la primauté de la conscience s'accompagne souvent de l'affirmation de vérités éthiques éternelles et absolues ; l'homosexualité est toujours et pour l'éternité « intrinsèquement

¹ Site catholique de langue anglaise critique à l'égard de l'institution catholique.

² *Leadership Conference of Women Religious*, vaste mouvement de religieuses états-uniennes en délicatesse avec Rome.

déséquilibrée », les femmes sont toujours et pour l'éternité interdites de sacerdoce, les contraceptifs sont toujours et pour l'éternité condamnés. Mais si la conscience est la vérité éternelle et absolue, comme seule la conscience peut l'être si c'est dans la conscience que nous trouvons l'image de Dieu, alors aucune de ces « vérités absolues » ne peut être vérité absolue précisément parce qu'elles sont extérieures et n'ont rien à voir avec l'image de Dieu, et donc ne peuvent porter la marque de l'éternité.

Les néoconservateurs ont besoin de vérités absolues extérieures parce qu'ils se sont coupés de la vérité absolue intérieure. Ils ont besoin des idoles de la vérité extérieure absolue parce qu'ils ont tué l'absolu intérieur de la conscience ; ils ont tué le Dieu intérieur.

Vivre en dehors de l'évangile revient à ne pas réinventer les normes et les préjugés sociaux d'une époque révolue au sein de la nôtre, le monde moderne, et la dire éternelle. Vivre l'évangile, c'est vivre dans un monde en transformation permanente où la seule chose à laquelle nous pouvons nous fier est l'étincelle d'éternité en nous ; la conscience. C'est vivre comme les religieuses [états-uniennes] ; reconnaître que s'occuper de la jeunesse LGBT sans domicile et l'abriter est d'une importance plus immédiate que dénoncer leur sexualité comme le Vatican voudrait qu'elles le fassent (notamment à un moment où tout le concept de sexualité comme péché se retrouve tellement sans fondement théologique et a besoin d'un débat libre et ouvert). Reconnaître que le temps de la condamnation ne se présente pas quand une personne est déjà à terre, courbée, brisée. Reconnaître que leur conscience exige davantage d'eux que de réagir par un dégoût facile, de pontifier et de condamner ; elle impose la réaction absurde de l'amour, de la compassion et du service. Elle impose la conviction absurde que l'éternité de Dieu est accessible intérieurement à nous tous simples mortels, et le courage de se fier à cette éternité intérieure même quand la « vérité absolue et éternelle » extérieure est diamétralement opposée aux conclusions de nos consciences. C'est tout ce qui est beau et unique au cœur de la condition humaine et du sens pervers de l'humour de Dieu, parce que l'on dirait que la seule vérité éternelle à laquelle nous ayons accès est le fait que nous ayons accès à la vérité éternelle, et, au-delà, nous avons juste besoin d'avoir foi dans la justesse de notre approche et de nous interroger pour nous assurer qu'elle n'est pas faussée.

Camilla Gilmore
Traduction française Didier Vanhoutte

NATIONAL
CATHOLIC REPORTER

Commission « Précarité - Exclusion » de NSAE

Réunis à Tours le 22 avril 2013, nous nous sommes penchés sur la situation actuelle, en particulier pour ce qui concerne le chômage dans notre région de Touraine.

1°) Précarité et chômage

En fin de 1er trimestre 2013, le chômage explose en France, et aussi dans notre région : en Indre-et-Loire, le chômage touche 26740 personnes, soit 2,5 % de plus pour le seul mois de mars (chiffres DEFAM-A-avs), et au niveau de notre pays, 11 % de la population active est touchée.

La France (en butte aux exigences de la Commission Européenne) supporte inégalités, pauvreté accrue, précarité - facteurs d'exclusion – Les contrats d'avenir peinent à démarrer, on ne connaît pas encore les chiffres des contrats de génération. Nous remarquons en Touraine, et dans les départements voisins du Maine-et-Loire et de la Vienne, que les contrats « à l'essai » d'un à 3 mois ne sont pas renouvelés – y compris dans le domaine de la restauration- dans la branche du tourisme culturel (guides, médiateurs « art/public, intermittents du spectacle, etc..). D'une façon générale, s'est installé, depuis plusieurs années, un procédé de « turn-over » dans nombre d'entreprises : on y réduit le recours à l'intérim et la durée des CDD, procédé favorable financièrement à l'entreprise et à l'encadrement installé, mais qui pèse sur les précaires et les jeunes qui ne parviennent pas à s'insérer dans l'emploi.

Le maximum de volant de chômage fait stagner les salaires. L'augmentation du SMIC s'est rétrécie en 9 ans de 3,4%: elle était de + 5% en 2002, et n'est plus que de + 1,6 % en 2013.

2°) Justice et vigilance ?

Pour plus de justice et de vigilance par rapport aux manoeuvres de « profiteurs » dans les entreprises, les commerces, les sociétés, voire les associations, le corps des inspecteurs du travail est affecté, en France, au contrôle de tout le secteur de l'emploi depuis plusieurs décennies.

Mais le nombre des inspecteurs du travail a diminué, en dépit de l'augmentation du chômage. Aux concours nationaux d'inspecteurs du travail, d'inspecteurs du fisc, d'inspecteurs de l'URSSAF, le nombre de places est régulièrement en baisse.

3°) En Indre-et-Loire

Comme partout en France et dans la Région Centre, un gisement d'emplois existe pourtant. Non seulement dans les branches saisonnières du tourisme, de l'hôtellerie et restauration, mais aussi dans les branches de travail continu et durable : dans l'agriculture, avec les nouvelles AMAP. Dans les laboratoires, appareillages et produits de santé, etc... Selon certains économistes et statisticiens, il faut, en France, 1.010.000 emplois pour mener à bien la culture des fruits, légumes et céréales, alors que seuls 500.000 paysans s'emploient à ce travail !

En Indre-et-Loire, les moyens financiers en déficit ne permettent pas d'élargir les potentiels, ni de soutenir la vie, la santé et la recherche d'emplois des chômeurs. Stéphane CORBIN, Vice-Président du Conseil Général 37 déclare « Il manquera 5 millions d'euros pour fournir aux demandes d'aide d'urgence et au RSA ».

4°) Autres types d'exclusions

Handicapés, personnes en situation de faible santé physique ou mentale, les employés, les manoeuvres, les jeunes hors circuit scolaire et sans diplôme, les immigrés, les Roms, les isolés, sans oublier les homosexuels (l'homophobie persiste).

5°) Réactions devant ces situations

Les aides s'organisent; pas seulement de « charité », mais de solidarité avec le Secours Populaire, le Secours catholique, le CCFD, Chrétiens Migrants, les Collectifs Roosevelt, la Cimade, Emmaüs, etc...

Conclusion

Pour nous, membres de NSAE, ces prises en compte des difficultés et misères sociales sont en lien avec l'amour fraternel évangélique. En tant qu'NSAE, nous nous devons de faire le lien avec

l'Evangile. La commission Exclusion-précarité recouvre d'autant plus les réalités sociales mondialement vécues (cf le Forum Social Mondial à Tunis), que non seulement des gouvernements, mais aussi nombre d'ONG et d'associations sont de plus en plus obligées de chercher des solutions pour éviter les atteintes destructrices et mortifères des discriminations et de la précarité, installées par le système prédateur et accentuées actuellement pas la crise.

Compte rendu écrit par Marie-Thérèse ARNOUX et Marcelle REMERAND
22/04/2013

Commission « NSAE et Evangile »

NSAE appartient au Groupe Evangile et société » (GES) qui a pris en charge la rédaction d'un hors-série de la revue sur le thème « Évangile et société ». Annie GRAZON et Pascal CAU-CHOIS font partie avec Lucienne GOUGUENHEIM du groupe de préparation de ce hors-série. Notre commission a travaillé sur son contenu, et réfléchi à sa présentation en dégagant un fil conducteur.

En effet, quelles sont les motivations fondamentales qui ont poussé quelques associations de Parvis à coopérer dans le cadre du GES ?

Il est clair, pour ces associations, que la foi ne peut pas se vivre sérieusement sans réfléchir aux questions de fond que nous pose la vie en société. La foi n'est jamais désincarnée, elle est indissociable de la vie. La foi a des choses à offrir, mais aussi à recevoir de la culture contemporaine. La réflexion soutient l'action et l'action alimente la réflexion et il ne doit pas y avoir de coupure entre ceux qui pensent et ceux qui agissent. Ceux qui agissent doivent penser par eux-mêmes et ne pas dépendre de la pensée des autres.

Les textes qui sont sélectionnés en vue de la publication dans le hors-série nous ouvrent quelques axes structurants de pensée et d'action pour l'avenir :

- Il y a une dimension éthique dans l'écologie : toute la Création est l'œuvre d'un projet d'amour de Dieu et l'être humain fait partie intégrante de l'univers dans lequel il vit ; il a le même destin que la Terre. Il ne doit donc pas chercher à dominer et par là détruire l'environnement, mais il doit en prendre soin et le préserver en vue de l'harmonie de vie des générations futures.

- La théologie de la libération tire sa force et sa pertinence du fait qu'elle est issue de la réflexion et de l'expérience concrète des peuples latino-américains, elle n'a pas été imposée d' « en-haut » par des théologiens assurés d'avoir la vérité sur l'éthique qui doit conduire ces peuples. Le rôle des théologiens de la libération est d'aider le peuple à conduire cette réflexion à l'aune des connaissances bibliques et théologiques actuelles.

- La foi est dynamique : les expériences de vie modifient de façon radicale la façon dont nous voyons nous-mêmes, dont nous voyons l'Evangile, notre église, notre monde et comment nous comprenons notre Dieu.

- L'éthique est une interrogation sur les structures de la société, elle naît d'une lecture de la réalité.

- La pensée et l'action de Jésus sont dépendantes des mentalités sociales et religieuses de son époque. Elles ne doivent pas servir de modèle absolu, valable pour l'éternité, elles sont à réinterpréter et à réinventer dans le contexte de notre société d'aujourd'hui.

De façon plus générale quelle peut-être la contribution de NSAE au GES ? Il faut participer au partage de documents, proposer des thèmes de réflexion, approfondir les thématiques proposées par les textes diffusés.

Compte-rendu écrit par Christophe Breysacher
24 mai 2013

Déclaration du Mouvement International Nous Sommes Eglise : Tout le « Peuple de Dieu » n'est pas d'accord avec la canonisation de Jean-Paul II.

Le pape François a annoncé aujourd'hui, lors d'un Consistoire, que la canonisation du pape Jean-Paul II aurait lieu le 24 avril 2014, en même temps que celle du pape Jean XXIII.

Tous les catholiques ne sont pas d'accord avec cette décision concernant le pape Jean-Paul II. Le Mouvement International Nous sommes Eglise a déjà fait connaître son opinion dans un communiqué de presse publié le 16 janvier 2011.

Le pape Jean-Paul II fut un pape de grande contradiction. Sa tragédie est dans la contradiction entre son engagement pour la réforme et le dialogue dans le monde et son retour à l'autoritarisme dans l'Eglise.

C'est son penchant pour l'autoritarisme spirituel qui a contribué à la plus grande tragédie de son pontificat : l'abus sexuel perpétré globalement sur des milliers d'enfants. En faisant passer l'institution hiérarchique au-dessus des besoins des gens, Jean-Paul II a perpétué un environnement nocif permettant à des prêtres, souvent de façon répétée, d'abuser sexuellement des enfants aussi longtemps que ce comportement criminel restait secret, préservant ainsi l'image publique d'une hiérarchie sans tache.

L'une des meilleures illustrations en est peut-être la relation forte de Jean-Paul II avec la Légion du Christ et son fondateur Marcial Maciel. Maciel est accusé de décennies de graves abus contre des femmes et des jeunes, dont beaucoup furent tolérés en partie en raison des décrets approuvés en 1983 par Jean-Paul II en faveur cet ordre religieux, qui exigeaient le secret et interdisaient toute critique du fondateur.

Ce fut le même besoin de contrôle hiérarchique qui conduisit aussi Jean-Paul II à bâillonner la théologie, avec un effet terrible sur la vie des gens. Son acharnement à discréditer la théologie de la libération a privé des milliers de ceux et celles qui œuvraient pour la libération, du soutien théologique et ecclésial qui leur était dû, tandis qu'ils souffraient sous l'empire de régimes politiques brutaux.

L'autoritarisme spirituel s'est aussi manifesté par la tentative de Jean-Paul II d'interdire la discussion sur l'égalité des genres, privant ainsi le monde catholique des dons qu'apporteraient les femmes à la conduite de l'Eglise. Sa position à l'égard des gays et lesbiennes, bisexuels et transgenres (LGBT) le rend complice des Eglises et gouvernements locaux qui continuent à refuser l'égalité civile et morale de ces personnes. De surcroît, sa dénonciation répétée de l'usage du préservatif a compliqué le choix moral de millions de personnes dans le monde qui œuvrent pour prévenir la propagation du HIV/SIDA et pour la santé sexuelle.

Le Mouvement international Nous sommes Eglise (We Are Church) pense que la béatification et pour finir la canonisation ne devraient pas être fondées sur un « miracle » attribuable à une personne, mais sur le fait que la vie de celle-ci incarne vraiment les valeurs du Christ qui cherchait non le pouvoir mais le bien du peuple de Dieu.

Information complémentaire :

Le Mouvement international Nous sommes Eglise, fondé à Rome en 1996, est représenté dans plus de vingt pays sur tous les continents. Il est en réseau dans le monde entier avec des groupes réformateurs d'esprit similaire. Nous sommes Eglise est un mouvement international qui fait partie de l'Eglise catholique romaine et a pour but sa rénovation sur la base du Second Concile du Vatican (1962-1965). Nous sommes Eglise est né en Autriche en 1995 d'un référendum ecclésial, en réponse au scandale pédophile du Cardinal de Vienne/Autriche, Hans-Hermann Groer.

30 septembre 2013